



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Premier-tour>

Premier tour

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2012 - N° 1131 - mai 2012 -

Date de mise en ligne : mardi 26 juin 2012

Date de parution : mai 2012

Description :

De Guy Evrard, un bref regard de la campagne électorale au résultat du premier tour de l'élection présidentielle.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Dans ce qu'il reste convenu de nommer nos démocraties occidentales, en France notamment, la vie politique est ponctuée de périodes plus intenses, lors de grandes luttes sociales ou à l'occasion des échéances électorales. Même si les médias dominants tendent souvent à aborder ces péripéties comme des événements spectaculaires plutôt que de saisir l'occasion de réflexions en profondeur sur le devenir de nos sociétés, ne nous laissons pas emporter par une approche émotionnelle de ces moments particuliers où le citoyen est sollicité. On peut être déçu ou enthousiasmé du résultat, mais l'indispensable confrontation politique continue, enrichie de l'expérience.

Dans le précédent numéro de la GR, consacré justement aux échéances électorales de ce printemps en France, Benjamin [1] a analysé toutes les réserves que l'on peut exprimer vis à vis de la représentation électorale et nous avons aussi clairement réaffirmé que l'exercice de la démocratie impose aujourd'hui à la fois la reconquête du suffrage universel par les citoyens et la revendication d'une contribution permanente de ces derniers à tous les niveaux de notre société [2]. Il s'agit donc de ne pas perdre de vue que les élections sont un moment utile ou nécessaire, mais pas suffisant, de l'exercice de cette citoyenneté, si l'on reste attaché à une lutte ferme, mais pacifique, contre le capitalisme [3].

Questions (avant le vote) à un sociologue

Les grands médias de la pensée dominante, dans leur soumission avérée ou plus subtile à l'oligarchie, ne semblent guère contrariés par leurs contradictions. En ces temps de campagne électorale, ils nous disent à la fois le désintérêt des Français pour des débats qui ne seraient pas à la hauteur des enjeux, nous promettant une abstention massive de 30%, et s'étonnent de l'engouement croissant pour la campagne du Front de gauche et de son candidat Jean-Luc Mélenchon, une campagne reconnue de qualité.

Ces médias sont-ils priés de s'en tenir à l'écume des choses, afin que la remise en cause bien construite du système ne vienne pas à l'ordre du jour, ou sont-ils incapables d'analyser le projet du Front de gauche comme une offensive contre la politique de classe capitaliste ? Un projet qui redonne effectivement confiance au peuple, au-delà de la simple élection présidentielle, affirmant qu'il est possible de sortir de cette crise globale par la lutte politique collective contre les responsables, l'oligarchie financière et ses serviteurs, dans notre pays, en Europe et sur toute la planète.

Michel Simon [4], sociologue, analyse les racines de la prise de conscience populaire et remarque aussi l'attitude convenue des médias : « En 1966, 28% seulement de la population estimait que les gens comme eux vivaient plus mal qu'avant. Cette proportion monte à 58% en 2001. Elle bondit à 71% en 2010. (...) La montée d'un antilibéralisme à connotation clairement anticapitaliste témoigne de ce qui bouge en profondeur dans la vision du monde social. En 1988, la Bourse suscitait une réaction négative chez seulement 29% des Français. Ils sont 53% en 2001, 74% en 2010. L'idée d'une connivence de fond entre le « patronat et les milieux d'affaire » et le pouvoir politique marque une progression du même ordre. Simpliste, ringard, proclament les commentateurs. À les entendre, les élites n'ont vraiment pas le peuple qu'elles méritent... Mais dans le même temps, le rejet des responsables politiques, le refus de faire confiance à la gauche comme à la droite pour gouverner le pays culminent, en juin 2010, à des niveaux records. Dans des conjonctures aussi explosives, tout peut arriver si ne se dessine pas une véritable alternative à gauche ».

Et André Chassaigne [5], qui proposa au PCF sa candidature pour l'élection présidentielle, avant que la préférence soit donnée à Jean-Luc Mélenchon, dans la logique du Front de gauche, observe, en acteur politique : « Ceux qui viennent à la rencontre du Front de gauche nous le disent : ils repartent avec le sentiment d'avoir renoué avec l'intelligence collective, le sens du partage et de la solidarité, le goût de travailler pour le bien commun, l'envie renouvelée de privilégier l'intérêt général à l'intérêt personnel. (...) Reprendre sa vie en main, c'est le message que transmet si bien notre rassemblement quand beaucoup d'autres forces en appellent à la délégation de pouvoir. (...)

Nous tenons là une renaissance de la parole populaire, du partage de l'action politique, dans un pays qui était (...) anémié par l'empreinte de la pensée libérale et de son lot de replis sur soi ».

De quoi espérer en effet nourrir une nouvelle grande ambition pour les temps politiques à venir et tout de suite l'espoir d'un renouvellement des acteurs au pouvoir.

Page blanche (après le vote)

Pourtant, le vote des Français à l'issue du premier tour (voir tableau), s'il secoue le pouvoir en place, n'annonce pas l'attaque frontale espérée contre le capitalisme financier, productiviste et prédateur. Certes, il sanctionne sans ambiguïté le chef de l'État, son gouvernement et leur politique antisociale au bénéfice des privilégiés. Une politique qui reste quand même soutenue par un peu plus du quart des électeurs (27%), dans un scrutin à forte participation (près de 80%), en dépit du désintérêt annoncé. Mais la répartition du vote contestataire, qui fait la part belle à l'extrême droite (18%), ménage seulement une courte avance au parti socialiste (29%) et accorde 11% au Front de gauche, 9% au centre, 2% aux écologistes et 2% aux formations d'extrême gauche, laissant entrevoir le partage global sensiblement équivalent droite-gauche presque habituel en France.

S'il est raisonnable d'anticiper une victoire finale de la gauche (au sens traditionnel) au second tour, celle-ci traduira incontestablement la volonté de renvoyer Nicolas Sarkozy, mais elle ne pourra être interprétée comme une remise en question fondamentale du néolibéralisme. En effet, nous n'entendons plus depuis longtemps le parti socialiste condamner le capitalisme.

Nous retrouvons donc une nouvelle fois cette page blanche : comment faire ? À la différence que, cette fois, une volonté unitaire offensive pour refuser la fatalité de l'économie capitaliste et promouvoir cette grande idée de « l'humain d'abord » a peut-être pris racine, tout au long de la campagne du Front de gauche, sur des bases claires que la GR approuve largement. Continuons de contribuer à cette renaissance, dont on a pu mesurer toute l'énergie qu'il a fallu dépenser pour qu'elle touche 11% des électeurs, mais sans la moindre complaisance pour la politique social-démocrate probable à venir, dont nous savons la responsabilité passée dans les avancées du néolibéralisme en Europe. Et soyons vigilants à extirper tout ce qui nourrit l'extrême droite haineuse car nous savons aussi que « Le ventre est encore fécond, d'où a surgi la bête immonde » [6].

Dans l'immédiat, deux objectifs : confirmer le renvoi de Nicolas Sarkozy au second tour de l'élection présidentielle, puis assurer le succès des candidats du Front de gauche aux législatives.

Le 23/04/2012 à 17h40 : Résultats du premier tour (Sous réserve de la proclamation des résultats par le Conseil constitutionnel. En raison des arrondis à la deuxième décimale, la somme des pourcentages exprimés peut ne pas être égale à 100.) Source : <http://elections.interieur.gouv.fr/PR2012/FE.html>.

	Nombre	% Inscrits	% Votants
Inscrits	46 037 965		
Abstentions	9 453 427	20,53	
Votants	36 584 538	79,47	
Blancs ou nuls	698 737	1,52	1,91

Premier tour

Exprimés	35 885 801	77,95	98,09
----------	------------	-------	-------

Liste des candidats	Voix	% Exprimés
Mme Eva JOLY	828 381	2,31
Mme Marine LE PEN	6 421 802	17,90
M. Nicolas SARKOZY	9 754 316	27,18
M. Jean-Luc MÉLENCHON	3 985 089	11,10
M. Philippe POUTOU	411 182	1,15
Mme Nathalie ARTHAUD	202 561	0,56
M. Jacques CHEMINADE	89 552	0,25
M. François BAYROU	3 275 395	9,13
M. Nicolas DUPONT-AIGNAN	644 043	1,79
M. François HOLLANDE	10 273 480	28,63

[1] Les enjeux de l'abstention, GR 1130, pp.5-8.

[2] Guy Evrard, Le Front de gauche, quelles perspectives ?, GR 1130, pp.9-11.

[3] Marie-Louise Duboin, Dernière chance... avant insurrection, GR 1130, pp.3-4.

[4] Michel Simon, Comme une fraîcheur, une pureté retrouvée, l'Humanité des débats, 20-21-22 avril 2012, p.13. D'après Guy Michelat et Michel Simon, Le peuple, la crise et la politique, supplément au n°368 de la Pensée, mars 2012. Michel Simon est sociologue, professeur émérite à l'Université des sciences et technologies de Lille.

[5] André Chassaigne, Les gens ont le sentiment d'avoir renoué avec l'intelligence collective, l'Humanité des débats, 20-21-22 avril 2012, p.14. André Chassaigne est député (PCF) du Puy-de-Dôme.

[6] Bertolt Brecht, La résistible ascension d'Arturo Ui, épilogue, 1941.